

Résultats de la réunion ayant rassemblé des hauts fonctionnaires de divers ministères des Finances pour débattre du processus de prise de décision sur les questions Eau, assainissement et hygiène

Note d'information à destination du Comité directeur du partenariat Assainissement et eau pour tous

En mars 2013, l'Institut de l'eau et l'Institut de recherche sur la mondialisation (*Water Institute, Global Research Institute*) de l'Université de Caroline du Nord aux États-Unis ont réuni de hauts fonctionnaires des ministères des Finances de six pays africains autour de la question de la prise de décision politique dans le secteur eau, assainissement et hygiène. Tous les hauts fonctionnaires invités avaient été chargés d'informer leur ministre des Finances sur le processus préparatoire de la seconde Réunion de haut niveau d'Assainissement et eau pour tous qui a eu lieu dans les locaux de la Banque mondiale, à Washington DC, en avril 2012. Les participants en provenance du Nigéria, de la Gambie, de la Sierra Leone, d'Ouganda, du Libéria et du Soudan du Sud, ont pris part à cette journée entière de discussion. Afin de garantir la liberté d'expression des participants, cette réunion s'est déroulée sous le principe de la « *Chatham House rule* », une règle spécifiant que les informations échangées peuvent être utilisées, mais que l'identité et l'affiliation de la personne qui en est la source ne peuvent pas être révélées.

Plusieurs observateurs étaient présents lors de cette rencontre, dont des membres du secrétariat d'Assainissement et eau pour tous et des étudiants de troisième cycle de l'Université de Caroline du Nord et de l'Université Duke. La réunion était présidée par Clarissa Brocklehurst,



Les participants de la réunion accompagnés de Clarissa Brocklehurst (à droite).

Attachée de recherches au *Global Research Institute* qui a dirigé cette étude, et Jamie Bartram, Directeur du *Water Institute* de l'Université de Caroline du Nord. La conférence a été financée par l'Université de Caroline du Nord et par la Direction Générale de la Coopération Internationale des Pays-Bas (DGIS), ainsi que par la Fondation Bill et Melinda Gates.

Cette réunion avait pour objectif d'étudier un certain nombre de questions en relation avec le travail des ministres des Finances: le processus par lequel les ministres des Finances sont informés des dossiers ; le rôle du ministère des Finances dans l'attribution des investissements destinés au secteur Eau, assainissement et hygiène ; la perception que les ministres des Finances ont de ce secteur. L'avis des



participants a été sollicité pour fournir à Eau et assainissement pour tous (SWA) des conseils susceptibles d'améliorer l'efficacité de ses Réunions de haut niveau bisannuelles.

Processus par lequel les ministres des Finances sont informés des dossiers

Les informations échangées par les participants indiquent clairement que familiariser un ministre des Finances avec le contenu d'un dossier est un processus complexe, même dans un petit pays. Les procédures officielles gouvernant la préparation et la communication de notes d'information prennent beaucoup de temps. Un conseiller expérimenté trouvera des raccourcis à ce processus, par exemple en présentant des projets de note ou des documents à l'état d'avant-projet. Ainsi, un conseiller veille à ce que son ministre ne soit pas submergé de notes d'information et veille à ne l'informer qu'en temps voulu et seulement sur les éléments pertinents.

Les participants ont dit être frustrés de recevoir, de la part des ministères en charge des questions WASH (ressources naturelles, développement rural...), des notes d'informations souvent très «généralistes», faisant appel à une abondance de statistiques et d'éléments factuels, mais qui ne sont pas en lien avec les préoccupations du ministre ou le contexte politique existant. Les hauts fonctionnaires qui préparent les dossiers pour un ministre ont besoin d'informations modulaires qui peuvent être adaptées de manière à aborder les questions qui sont au centre des préoccupations de celui-ci et à répondre aux réalités politiques émergentes.

Les participants ont recommandé qu'à cette fin les acteurs qui plaident en faveur des questions Eau, assainissement et hygiène développent avec les responsables ministériels des rapports de soutien permanents qui permettront à ceux-ci de savoir exactement où s'adresser pour obtenir rapidement des informations pertinentes. Ils recommandent aussi à ces acteurs d'entretenir

sur les questions Eau, assainissement et hygiène un dialogue impliquant plusieurs ministères et de multiples parties prenantes. Il est nécessaire que ce dialogue soit lancé bien avant qu'aucune décision ou qu'aucune mesure ne soit requise de la part des ministres concernés ; il n'est pas question que ce soit une activité «de dernière minute». Les participants ont aussi recommandé que les acteurs qui plaident sur ces questions soient toujours prêts à fournir dans les plus brefs délais des éléments d'information modulaires, des données et d'autre renseignements, afin de pouvoir réagir en temps opportun aux occasions favorables pour aborder ces questions qui ont été identifiées par un ministre ou par son cabinet.

Le rôle des ministres des Finances dans l'attribution des investissements pour le secteur Eau, assainissement et hygiène

Les participants ont clairement expliqué que leur ministre des Finances se considéraient comme les gardiens vigilants des ressources financières limitées de leurs pays respectifs, et qu'ils sont très soucieux que tout investissement fasse preuve de sa **rentabilité**. Les ministres des Finances sont par-dessus tout préoccupés d'assurer la croissance de l'économie, ils sont par conséquent très intéressés de savoir comment les investissements dans le secteur Eau, assainissement et hygiène peuvent y contribuer. Ceci est particulièrement important car, dans tous les pays d'où venaient les participants, les ressources financières sont très restreintes.

Les ministres des Finances ont besoin de savoir non seulement que les investissements dans le secteur Eau, assainissement et hygiène sont de bons investissements, mais aussi quels types d'investissement sont les plus rentables. Ils sont aussi intéressés par les liens avec les autres secteurs (par exemples les usages productifs de l'eau), la santé et l'éducation.



La perception du secteur Eau, assainissement et hygiène par les ministres des Finances

Les participants ont exprimé avec franchise l'opinion que le secteur Eau, assainissement et hygiène devra surmonter certaines faiblesses qui lui sont attribuées s'il veut bénéficier d'une meilleure crédibilité auprès des ministres des Finances concernés ; celles-ci comprennent la question de la fragmentation (relève de plusieurs ministères en même temps), un manque de données descriptives, une faible capacité d'absorption des ressources attribuées, un bilan médiocre en terme de réalisations durables. Les ministères des Finances sont particulièrement insatisfaits par l'incapacité du secteur Eau, assainissement et hygiène d'assurer le suivi des progrès réalisés et de les documenter. Ils souhaitent voir plusieurs ministères impliqués dans la prise de décision concernant ces investissements, de façon à assurer la cohésion des mesures arrêtées, et ils sont prêts à convoquer les différents ministères impliqués pour y parvenir.

Les Réunions de haut niveau d'Assainissement et eau pour tous

Les participants ont déclaré de manière unanime que l'organisation actuelle des Réunions de haut niveau d'Assainissement et eau pour tous, dont la date est liée aux Réunions de printemps de la Banque mondiale, est une des principales raisons de leur succès. Ils ont aussi discuté d'autres possibilités, comme celles de réunions organisées par l'Union africaine pour les pays africains, ou de réunions accueillies par des universités prestigieuses dans les jours qui précèdent ou qui suivent les Réunions de printemps de la Banque mondiale. Ils ont cependant conseillé que la liaison avec ces dernières ne soit pas abandonnée.

Les participants ont aussi conseillé que ces Réunions de haut niveau aient un caractère

informatif et éducatif susceptible d'attirer la participation des ministres des Finances concernés. Pour pouvoir prendre de meilleures décisions sur les questions d'investissement pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène, les ministres des Finances veulent mieux comprendre ce secteur. Écouter des communications profitables de conférenciers importants est, par exemple, considéré comme un bon usage d'un temps précieux ; les ministres participants désirent « sortir d'une réunion plus intelligents qu'ils n'y étaient entrés ».

Recommandations

Les recommandations à l'usage des promoteurs des questions Eau, assainissement et hygiène qui veulent obtenir la collaboration des ministres des Finances sur la question des investissements dans ce secteur peuvent se résumer de la manière suivante :

- Mettre sur pied et entretenir un dialogue continu et permanent avec plusieurs ministères et de multiples parties prenantes et obtenir la participation du ministère des Finances.
- Être prêts à fournir dans les plus brefs délais des éléments d'information modulaires, des données et d'autres renseignements afin de pouvoir réagir en temps opportun aux occasions favorables d'aborder ces questions.
- Présenter un dossier solide sur la contribution que le secteur Eau, assainissement et hygiène apporte à la croissance économique et sur le caractère éminemment rentable des d'investissements dans ce secteur.

Les recommandations globales à l'usage du secteur sont de :

- Travailler à surmonter les faiblesses sectorielles attribuées au secteur Eau, assainissement et hygiène en améliorant le suivi et l'évaluation,

en réduisant la fragmentation du secteur par l'organisation d'une collaboration interministérielle, en prenant des mesures pour résoudre les problèmes de capacité d'absorption des ressources attribuées et de caractère durable des réalisations.

- Inclure suivi et évaluation et renforcement des capacités dans les projets d'investissement afin d'obtenir une plus grande quantité de données et d'améliorer leur fiabilité.
- Améliorer la documentation sur la mise en œuvre des services et sur la durabilité.
- Créer des liens avec les autres domaines du secteur de l'eau (eau à usage productif, agriculture).



UNC
WATER INSTITUTE

Deux recommandations spécifiques à l'usage du secteur Eau, assainissement et hygiène :

The Water Institute at UNC
Gillings School of Global Public Health
The University of North Carolina at Chapel Hill
Rosenau Hall, CB #7431
135 Dauer Drive, Chapel Hill, NC 27599-7431
Tél. +1-919-966-7302
<http://www.waterinstitute.unc.edu>

© University of North Carolina at Chapel Hill

- Envisager de nouvelles formes d'organisation pour les Réunions de haut niveau, mais ne pas abandonner le lien avec les Réunion de printemps de la Banque mondiale.
- Donner un caractère informatif et éducatif aux Réunions de haut niveau pour permettre aux ministres des Finances concernés d'améliorer leurs connaissances sur le secteur.

Auteur

Clarissa Brocklehurst

Réunion organisée avec le soutien des institutions suivantes :

Fondation Bill et Melinda Gates

Direction générale de la coopération internationale (DGIS) des Pays-Bas

Université de Caroline du Nord, Chapel Hill, États-Unis

Crédit photo : The Global Research Institute at UNC-Chapel Hill